

2x NON à la destruction de la production régionale **Questions critiques et réponses possibles**

Pourquoi la communauté d'intérêts Bauern Unternehmen rejette-t-elle les deux initiatives agricoles?

L'«initiative sur l'eau potable» et l'«initiative sur l'interdiction des pesticides» entraînent toutes deux un déclin de la production alimentaire régionale. Si les agriculteurs suisses ne peuvent plus protéger leurs cultures contre les maladies et les nuisibles, la productivité de l'agriculture suisse diminuera. Sans protection phytosanitaire, il faut s'attendre à des pertes de rendement moyennes allant jusqu'à 40%. Selon la culture et l'année, cela peut même aller jusqu'à des pertes totales. L'offre de produits régionaux diminuera et donc aussi les rendements des agriculteurs. Parallèlement, les consommateurs et consommatrices devront payer beaucoup plus cher des produits locaux. Les pertes de rendement seront compensées par des importations de l'étranger. La sécurité de l'approvisionnement alimentaire en Suisse diminuera.

Pourquoi la CI Bauern Unternehmen rejette-t-elle l'«initiative sur l'eau potable» ?

L'«initiative sur l'eau potable» veut que les agriculteurs ne reçoivent des subventions et des paiements directs que s'ils renoncent à l'utilisation de pesticides. En outre, ils ne seront autorisés à détenir que le nombre d'animaux qu'ils peuvent nourrir avec le fourrage produit dans leur propre exploitation. Ils devront en outre renoncer à l'utilisation prophylactique d'antibiotiques dans l'élevage. Sans l'utilisation de pesticides, les rendements diminueront considérablement. Il faut s'attendre à des pertes de récolte allant en moyenne jusqu'à 40%. Des pertes totales de récolte seront également à prévoir pour certaines cultures comme le colza, la betterave sucrière ou les pommes de terre. La productivité agricole reculera. Les exploitations biologiques sont également concernées par la clause de l'initiative relative aux pesticides. Ces exploitations ont également recours à des produits phytosanitaires et des biocides. Il en va de même pour l'élevage d'animaux. Si les éleveurs ne peuvent pas acheter d'aliments supplémentaires pour leurs animaux, de nombreuses exploitations mettront fin à l'élevage qui n'en vaudra plus la peine. Des produits tels que les œufs, la viande de porc ou de poulet ne seront alors pratiquement plus produits en Suisse. L'«initiative sur l'eau potable» veut faire en sorte que tous les agriculteurs travaillent en auto-suffisance. Les agriculteurs biologiques sont également touchés par la clause relative aux aliments pour animaux, surtout dans les régions montagneuses et vallonnées. Comment vont-ils produire eux-mêmes tout leur fourrage? Il est bien plus logique que les agriculteurs se répartissent le travail entre eux. L'«initiative sur l'eau potable» devrait en fait s'appeler l'«initiative sur les importations». En effet, elle favorisera les importations. Et comme le note Agroscope, le centre de compétence de la Confédération, l'initiative nuira finalement à l'environnement en favorisant l'augmentation des importations.

Pourquoi la CI Bauern *Unternehmen* rejette-t-elle l'«initiative pour l'interdiction des pesticides» ?

L'«initiative pour l'interdiction des pesticides» exige que les pesticides de synthèse soient interdits dans la production agricole et dans la transformation des produits agricoles. Une interdiction unilatérale des substances synthétiques n'a absolument aucun sens d'un point de vue scientifique. En effet, même les produits naturels peuvent être dangereux pour l'environnement. Ce qui compte, c'est une utilisation correcte des pesticides, qu'ils soient synthétiques ou naturels. C'est ce que font la plupart des agriculteurs. Le niveau de formation et d'équipement en Suisse est très élevé.

En l'absence de pesticides synthétiques, les agriculteurs ne seront plus en mesure de protéger correctement leurs cultures contre les nuisibles, les maladies des plantes et les mauvaises herbes. L'interdiction totale des pesticides de synthèse entraînera une baisse significative de la productivité et une raréfaction de l'offre alimentaire régionale. Les prix augmenteront. L'initiative interdit également l'importation à des fins commerciales de denrées alimentaires qui ont été produites à l'aide de pesticides de synthèse. En revanche, le tourisme d'achat sera toujours autorisé. Il sera pour ainsi dire encouragé par l'offre nationale qui deviendra plus rare et plus chère. Cela pénalisera les producteurs et productrices suisses. Alors que les agriculteurs suisses ne pourront plus cultiver des aliments pour animaux à l'aide de pesticides de synthèse, les importations resteront quant à elles autorisées. Encore une fois, c'est la production régionale qui va en pâtir.

Qu'est-ce que la CI Bauern *Unternehmen*?

La communauté d'intérêts Bauern *Unternehmen* s'engage en faveur d'une agriculture suisse productive. Nous estimons que la mission principale des agriculteurs est de produire des aliments. La sécurité d'approvisionnement de la population en denrées alimentaires est prévue à l'article 104 de la Constitution fédérale. Nous prenons cette mission au sérieux. Grâce à des technologies innovantes et à l'aide de la science, nous voulons produire le plus efficacement possible. L'efficacité globale des ressources est au cœur de cette démarche. Une agriculture inefficace nécessite davantage de terres, nuit au climat et entraîne une hausse des importations. Nous perdons alors le contrôle.

Pourquoi Bauern *Unternehmen* mène-t-elle sa propre campagne contre les deux initiatives agricoles?

Notre objectif est une agriculture productive. Or, les deux initiatives vont complètement à l'encontre de cet objectif. Sans une utilisation ciblée et prudente de produits phytosanitaires, les rendements des cultures peuvent chuter de jusqu'à 40% en moyenne. Des pertes totales de récolte sont également à prévoir pour certaines cultures. Ces deux initiatives affaibliront la production nationale et la sécurité de l'approvisionnement alimentaire de la Suisse. Et en fin de compte, elles conduiront à davantage d'importations, ce qui à son tour nuira à l'environnement.

Comment la CI Bauern *Unternehmen* est-elle financée?

La Communauté d'intérêts est financée par les contributions de ses membres et par des donateurs.

Vous affirmez que les prix des aliments augmentent. Or, la hausse des importations aurait plutôt l'effet inverse?

Nous disons que la baisse de productivité entraînera une hausse des prix pour les aliments régionaux produits en Suisse. L'offre de produits régionaux va diminuer et ceux-ci seront moins compétitifs. Or, la population souhaite acheter des produits régionaux à des prix raisonnables. La publicité des grands distributeurs le montre clairement chaque jour. Ces initiatives rendront la production régionale plus difficile. On le voit déjà aujourd'hui avec le chou de Bruxelles. Les importations augmentent tout simplement lorsque les agriculteurs suisses ne peuvent plus fournir la qualité souhaitée.

Vous affirmez que l'interdiction de pesticides menace la production régionale. Or, l'agriculture biologique prouve depuis des décennies qu'il est possible de se passer de pesticides.

C'est faux. L'agriculture biologique a également recours à des pesticides. Quatre des dix produits phytosanitaires les plus utilisés en Suisse sont également autorisés pour l'agriculture biologique. Avec les produits à base de cuivre et de soufre ou l'huile de paraffine, on utilise également des substances produites synthétiquement. En outre, lorsque la pression parasitaire devient trop forte, des autorisations d'urgence de substances qui sont en fait interdites dans l'agriculture biologique sont délivrées. Néanmoins, les rendements de l'agriculture biologique sont nettement inférieurs.

Les pesticides polluent notre eau potable et nuisent à l'environnement. L'«initiative sur l'eau potable» veut changer cela. En quoi est-ce mal?

L'eau potable suisse peut être bue sans aucun problème. L'Office fédéral de la sécurité alimentaire et des affaires vétérinaires le confirme lui-même. Il n'est pas question que l'eau potable en Suisse soit polluée ou même empoisonnée. Il ne fait aucun doute qu'elle doit faire l'objet d'une protection particulière. Pour cette raison, des valeurs limites très strictes sont appliquées en Suisse pour les produits phytosanitaires et leurs produits de décomposition. Cependant, l'«initiative sur l'eau potable» dépasse les bornes. Le gouvernement fédéral, les agriculteurs et l'industrie font déjà de gros efforts pour réduire l'utilisation des pesticides. Les quantités de produits phytosanitaires vendues en Suisse sont en baisse depuis des années. Cela prouve qu'il est également possible d'aller dans la bonne direction sans ces initiatives.

Une étude réalisée par Agroscope montre également que l'«initiative sur l'eau potable» est plus dommageable que bénéfique à l'environnement. Comme elle entraîne une baisse de la production nationale, elle favorise les importations depuis l'étranger. Cela augmente les émissions de CO₂. En outre, les pays où la réglementation environnementale est moins stricte auront besoin de plus de terres pour produire nos aliments. Les émissions seront simplement déplacées à l'étranger. L'initiative n'est donc pas adaptée à la protection de l'environnement.

L'«initiative pour l'interdiction des pesticides» interdit l'importation de produits fabriqués avec des pesticides de synthèse. Il est peu probable que les produits importés remplacent les aliments régionaux.

Certes, l'«initiative pour l'interdiction des pesticides» interdit l'importation à des fins commerciales de produits fabriqués à l'aide de pesticides synthétiques. Mais les achats privés à l'étranger restent autorisés. L'initiative ne fera donc qu'augmenter la différence de prix avec les aliments de l'étranger. Cela entraînerait une explosion du tourisme d'achat et un marché noir de denrées alimentaires importées par des particuliers. L'initiative conduit également à une situation perverse en ce qui concerne l'alimentation animale: les agriculteurs suisses ne seront plus autorisés à cultiver des aliments pour animaux en utilisant des pesticides de synthèse. Toutefois, ces aliments pour animaux pourront toujours être importés. Cette discrimination nuira à l'agriculture suisse.

En outre, il est plus que douteux qu'une telle interdiction d'importation puisse être appliquée. D'une part, parce qu'elle violerait les directives de l'OMC. Et d'autre part, parce qu'il est illusoire de croire que les douanes pourraient analyser tous les produits et déterminer si des pesticides synthétiques ont été utilisés dans leur fabrication. Pour ce faire, les autorités devraient effectuer des contrôles auprès des producteurs à l'étranger. C'est irréaliste. En fin de compte, l'initiative entraînera une hausse des importations et les agriculteurs suisses ne seront plus en mesure de protéger leurs cultures. C'est complètement absurde.

Après tout, l'agriculture productive est responsable de la misère environnementale actuelle. Pour protéger l'environnement, il faudrait produire moins et non plus.

Non, on ne peut pas parler de misère environnementale. Prenons l'exemple de l'eau potable suisse: elle est toujours en excellent état. Ce dont nous avons besoin, c'est d'une utilisation efficace de toutes les ressources. C'est la meilleure solution pour l'environnement. Pour ce faire, nous devons nous améliorer en permanence et cela passe par la technologie. Mais l'agriculture totalement extensive n'est pas une solution. Elle implique de plus grandes surfaces de terres, ce qui nuit à l'environnement.

En 2050, la Terre comptera près de 10 milliards d'habitants. Pour que l'agriculture mondiale puisse suivre le rythme de la croissance démographique, elle doit augmenter considérablement sa productivité. Il est dans l'intérêt de la Suisse de contribuer à la production alimentaire. Dans ce contexte, produire moins n'est pas une option.

Une agriculture productive qui utilise ses ressources (sol, eau, engrais, pesticides) le plus efficacement possible est plus respectueuse de l'environnement car elle occupe moins de terres et préserve ainsi les zones de biodiversité. L'agriculture biologique nécessite 40 pour cent de terres en plus. Si elle était poursuivie à grande échelle, de nombreuses terres supplémentaires devraient être converties en terres agricoles. La biodiversité et le climat seraient encore plus mis à mal.

Pourquoi tenez-vous absolument aux pesticides synthétiques? Ceux-ci sont particulièrement nocifs pour l'homme et l'environnement.

Le fait qu'une substance soit synthétique ou «naturelle» ne dit rien sur ses propriétés. Les toxicologues ne font pas de distinction entre synthétique et naturel lorsqu'ils évaluent les substances. Les équations «synthétique = toxique» et «naturel = sain» sont injustifiées et peuvent s'avérer fausses en cas d'examen approfondi. En effet, il existe d'innombrables substances présentes dans la nature qui sont toxiques pour l'homme. Prenons l'exemple des poisons animaux ou végétaux. À l'inverse, il existe de nombreuses substances synthétisées en laboratoire qui ne posent aucun problème pour l'homme et l'environnement. C'est le cas notamment des vitamines pour compléments alimentaires qui sont souvent produites de manière synthétique.

Quel est le rapport entre les pesticides, l'élevage et la sécurité alimentaire?

Selon la définition internationale, les pesticides comprennent à la fois les produits phytosanitaires et les biocides (agents de nettoyage, de désinfection et de lutte contre les nuisibles. Sans produits de nettoyage, il est impossible de garantir une bonne hygiène dans les étables. Les animaux tombent plus souvent malades et il est difficile de contenir les maladies. Ainsi, l'interdiction des pesticides a également des répercussions sur le bien-être des animaux.

Quant aux biocides, ils sont également nécessaires pour le stockage et la transformation des aliments. Ils sont indispensables comme désinfectants pour garantir les prescriptions en matière d'hygiène. Sans biocides, il devient impossible de nettoyer les équipements et les surfaces de travail de manière professionnelle et hygiénique. La sécurité alimentaire serait gravement compromise.